



21 MAI 2010

1er rendez-vous de la liberté éducative

Discours de clôture

« Cap sur l'exploration éducative »

Chers amis,

Après une journée si riche en réflexions, en analyses, en échanges de convictions et en partage d'expériences, il est bien difficile de prendre la parole. Il ne saurait être question d'établir une synthèse et encore moins d'énoncer un programme pour cette école catholique à laquelle nous sommes si attachés et pour laquelle chacun d'entre nous consacre tant d'intelligence, tant de savoir-faire et tant d'énergie.

Nous sommes aujourd'hui réunis pour imaginer et construire l'avenir de l'école à partir des responsabilités que nous exerçons dans l'école catholique.

Pour parler de l'avenir, il est probablement sage de partir du présent et d'en faire l'analyse. Le constat est sans doute celui d'une crise de l'école, crise dont témoigne le fort décalage entre ce que les français en attendent et ce que l'école leur offre aujourd'hui.

Les parents, et plus largement les citoyens, font encore confiance à l'école. Ils restent convaincus que l'école est une idée noble et généreuse, parce qu'ils la considèrent comme un facteur essentiel de promotion personnelle et sociale. Ils estiment même que l'école est l'un de ces biens communs dont la société française a tant besoin pour créer ou maintenir le lien social, au point qu'ils en font un lieu sacré, et pour reprendre la formule d'un ministre, une sorte de sanctuaire.

Mais cette forte attente de l'opinion publique, -au demeurant très rassurante et source d'espérance-, n'est pas satisfaite. Car les résultats ne sont pas au rendez-vous. Ce que toutes les enquêtes, nationales ou internationales, confirment. Comment ne pas constater, par exemple, que :

- les taux d'analphabétisme et d'illettrisme ont cru de façon inquiétante, 15% des élèves sortant de l'école primaire sans savoir lire,
- plus de 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans qualification et que plus du tiers des étudiants sortent de l'enseignement supérieur sans diplôme,
- la poursuite d'études ne garantit plus l'accès à l'emploi et que les emplois sont souvent sous-qualifiés
- la violence ou les incivilités sont chroniques et découragent les jeunes de s'orienter vers le professorat dans une période de pénurie d'emplois et alors même qu'il y a des besoins très importants à satisfaire
- l'école reste très inégalitaire et que le tri scolaire par filières s'apparente souvent à un tri social
- de plus en plus d'élèves sont en rupture de ban avec l'école, etc.

Et pourtant.

Et pourtant, les moyens mis en œuvre sont considérables et la part des dépenses d'éducation ne cessent de croître.

L'Etat à lui seul, et sans compter l'effort des collectivités territoriales, consacre près de 90 milliards d'€ à l'éducation et à la formation (en y intégrant l'enseignement supérieur), soit plus de 25% de son budget.

Le coût moyen de l'élève est passé, en euros constants de 4 400 € en 1980 à 7 800 € en 2008, et le poids de la dépense publique d'éducation par habitant a cru, sur la même période, de 1 300 € à plus de 2 000€.

Jamais la Nation n'a consacré autant de moyens à l'éducation.

Et pourtant, il faut le reconnaître : les ministres de l'Education nationale successifs, quelles que soient leurs options politiques ou leurs convictions personnelles, ont tenté de répondre, à leurs manières, aux défis auxquels l'école était confrontée.

Les réformes se sont multipliées et se sont même empilées. Elles ont conduit à modifier les programmes, à redéfinir le calendrier scolaire, à transformer les modalités de la formation des maîtres, à reconnaître les « droits » des jeunes ou des parents, etc.

La bonne foi des ministres n'est pas en cause.

Mais, pour des raisons diverses, leurs ambitieux projets se transforment le plus souvent en des ajustements à la marge qui ne permettent pas de résoudre les problèmes clairement identifiés. L'exemple de l'évolution des filières du lycée général est, à cet égard, tout à fait typique. Depuis 30 ans, plus on change et plus c'est la même chose : quoi qu'on fasse, la filière S est restée la voie royale et les mentalités n'ont pas vraiment évolué.

Si nous en sommes là, si nous constatons les difficultés de l'école malgré les efforts réalisés, c'est sans doute parce que le problème de l'école n'est pas d'abord une question de moyens ou une affaire de programmes, de filières ou d'évaluations.

De la première étape des Assises en mai 1993 aux journées nationales de 2001, 2004 et 2006, l'Enseignement catholique a toujours estimé que la seule façon de répondre aux enjeux éducatifs d'aujourd'hui était de « Donner du sens à l'école ». Au fil de cette démarche, l'école catholique s'est efforcée d'articuler les défis de la modernité, qui ont été rappelés ce matin, et le fondement anthropologique d'un projet éducatif fondé sur l'Évangile. Cela a conduit successivement à des résolutions, à des engagements nationaux et à un appel à changer de regard pour faire grandir la personne.

Nous disposons avec ce travail et ces références d'un véritable trésor. Nous savons que nous sommes très loin d'en avoir exploité toutes les richesses. Nous savons aussi que ce trésor devra être régulièrement actualisé et adapté aux questions nouvelles qui ne manqueront pas d'apparaître.

Mais il faut nous garder de succomber à la tentation d'empilement des discours qui peut affadir le message, le rendre inaudible par saturation des équipes et le déconsidérer si les bonnes intentions sont trop peu suivies d'effets. Le risque serait alors de creuser l'écart entre le dire et le faire, contrairement à ce que nous avons dit et souhaité.

Au cours des 10 dernières années, l'Enseignement catholique a fait un chemin considérable pour définir les contours de son identité et pour préciser l'originalité de son apport à l'œuvre d'intérêt général qu'est l'éducation et la formation des enfants et des jeunes de ce pays. A partir de ce socle qui a mobilisé, au fil des ans, des dizaines de milliers de personnes à l'occasion des journées des communautés éducatives, il nous faut entrer dans une nouvelle étape d'approfondissement et de mise en œuvre.

C'est l'opportunité qui s'offre à nous, après avoir mis le cap sur « l'école de la liberté » lors du cinquantenaire de la loi Debré du 31 décembre 1959.

Cet anniversaire a été l'occasion de redire solennellement l'importance que nous attachons à notre participation au service public d'éducation et à une association loyale à l'enseignement public pour satisfaire avec lui un même intérêt général.

Mais cet anniversaire a été aussi l'occasion de redécouvrir, avec intérêt -et même un certain bonheur-, l'esprit des textes qui nous régissent, et notamment le fait que « les espaces de liberté » dont nous disposons sont

infiniment plus larges que nous ne l'imaginions. Nous avons ainsi pris conscience que nous n'avons peut-être pas été assez audacieux et que nous étions, pour des raisons diverses et souvent légitimes, restés en deçà de ce qui était envisageable.

Oui, il est possible d'inventer, d'innover, de prendre des chemins de traverse et de mettre ainsi en œuvre tel ou tel aspect du trésor hérité des fondateurs et réactualisé par les Assises.

C'est pourquoi je vous appelle aujourd'hui à mettre le cap sur l'exploration éducative et à prendre les risques de navigation nécessaires pour découvrir les nouveaux archipels qui vous permettront de faire de votre classe, de votre établissement, de votre diocèse, un lieu du bien vivre-ensemble, un lieu de la lutte contre les inégalités, un lieu de la redécouverte du temps de vivre et de l'histoire, un lieu du renouvellement des méthodes d'apprentissage des savoirs, un lieu du questionnement du sens de la vie. Mais il y a sans doute d'autres archipels qui demeurent à ce jour inconnus et que votre exploration éducative vous permettra de découvrir et de faire connaître aux autres pour le bien du plus grand nombre.

Cap, boussole, ancres, écueils, archipels, depuis ce matin, nous utilisons, à dessein, un vocabulaire maritime. C'est bien au large que nous voulons aller ensemble. C'est pourquoi, dans quelques minutes, lorsque chacun rentrera au port, nous vous remettrons une carte, qui pourra, dans les mois et les années à venir, baliser nos explorations communes.

Pour qu'éduquer reste, selon la formule des Assises, une passion d'espérance, il faut que cette espérance devienne, demain plus qu'hier, « une espérance créatrice ».

Cet appel à prendre le large et à assumer le risque de la liberté est sans doute exigeant. Car l'alternative n'est pas d'être libre ou de ne pas l'être, mais de s'engager sur un chemin de liberté qui comporte toujours des obstacles que l'on ne saurait négliger : la lourdeur des tâches déjà assumées, le découragement provoqué par l'accumulation d'exigences dont le sens n'apparaît plus, l'insuffisance des moyens humains ou financiers, la crainte de l'échec et de la précarité provoquée par les changements.

Je vous invite cependant à poursuivre dans cette voie, la voie de la liberté et de l'exploration, parce que c'est, à vrai dire, la seule route possible pour l'école catholique. Car son existence ne se justifierait plus si elle n'apportait pas ou n'apportait plus une contribution fondamentalement originale au système

éducatif français. Cela a toujours été vrai, cela l'est, à plus forte raison, dans une période où la démographie scolaire n'est plus aussi favorable que dans les années 60 à 90.

Je vous invite à poursuivre dans cette voie malgré les obstacles, parce que c'est aussi la seule route envisageable pour l'éducateur qui souhaite faire de son métier, non seulement le moyen de gagner sa vie, mais aussi l'occasion de vivre une aventure personnelle qui lui permet de grandir en humanité par la rencontre et le service de l'autre.

Cet appel à emprunter le chemin de la liberté s'adresse à chacun d'entre vous, dans la responsabilité que vous assumez et repose sur le postulat de la confiance. Parce que nous sommes tous convaincus que la réussite d'un enfant ou d'un jeune suppose une relation de confiance entre le maître et l'élève, nous pensons, par analogie, que la confiance dans les éducateurs et les équipes éducatives des établissements est la première condition de la réussite de l'école.

Mais l'appel à l'engagement et à la prise de risque ne saurait être fondé sur le seul pari de la confiance.

Il est nécessaire que les explorateurs vivent leur aventure en équipage et que se multiplient, dans le prolongement de notre journée d'aujourd'hui et à tous les niveaux possibles, les « rendez-vous de la liberté éducative » et les lieux de mutualisations des expériences et des savoir-faire. Ce sera une manière de relancer et de renouveler, dès le mois de décembre prochain, la journée des communautés éducatives qui demeure un temps indispensable pour prendre un peu de recul et faire le pas de côté pour distinguer l'essentiel de l'accessoire.

Il est également nécessaire que les équipages d'explorateurs aient un temps suffisant pour mener à bien leurs parcours de découverte et leurs expérimentations. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de substituer à une animation annuelle qui peut donner le sentiment qu'une année chasse l'autre sans consolidation des acquis, un plan d'animation sur 3 ans qui permettra aux équipes de s'installer dans une certaine continuité.

Il faut enfin, par l'engagement des responsables diocésains et nationaux et le recours à de nouvelles ressources pour les années à venir, lutter contre la diffusion d'une culture du renoncement, de l'impuissance ou du repli éducatif et pédagogique. C'est pour favoriser ce renouvellement du fond et de la forme que seront réunis les 14, 15 et 16 février 2011 les Etats généraux de l'animation dans l'Enseignement catholique.

Chers amis,

Ce que nous sommes appelés à faire et à vivre n'est pas banal. Il ne s'agit pas d'ajuster nos méthodes pour donner de l'école une image séduisante à des enfants ou à des jeunes dont certains ne comprennent plus pourquoi ils y sont assignés. Il ne s'agit pas seulement, même si cela est nécessaire, d'adapter l'école aux évolutions rapides de son environnement économique, social et culturel.

A travers nos façons d'enseigner et d'éduquer, nous sommes appelés à témoigner d' « une certaine idée de l'homme » qui plonge ses racines dans l'Évangile de la vie. Car l'Évangile n'est pas pour demain, après-demain ou pour les fins dernières. Il est pour ici et maintenant. Il nous enseigne que, quel que soient les talents, tout homme, tout enfant est une personne qui mérite d'être estimée et à laquelle doivent être donnés les moyens, la possibilité, et donc la liberté d'être pleinement soi-même.

Prenons conscience et gardons en mémoire que ce que l'école dit aux enfants et aux jeunes de ce qu'est l'homme et sa place dans la société et dans le monde déterminera en grande partie ce que sera la vie de nos enfants et des enfants de nos enfants. Si modeste que soit l'influence de chacun d'entre nous sur l'avenir du monde, nous portons un projet de société -et pourquoi ne pas le dire, un projet politique- qui nous rend solidairement responsables de ce que sera la société de demain.

Nul ne peut porter seul le poids d'une responsabilité aussi lourde. C'est ensemble que nous pouvons espérer être à la hauteur de la tâche à laquelle nous sommes appelés.

Si notre génération, contrairement à celles qui l'ont précédée, peut avoir le sentiment de vivre dans un monde fini où il n'y aurait plus de nouveaux continents à découvrir, nous savons que l'aventure humaine recommence avec chacun d'entre nous, à la condition que nous fassions triompher le goût de la liberté sur le confort de l'habitude.

N'ayons pas peur ! Naviguons au large ! Avançons dans les eaux profondes de l'humanité et de la liberté ! Nous y découvrirons, avec l'aide de l'Esprit-Saint, les ressources inépuisables de l'aspiration de chaque homme à la vérité, à la justice et à la beauté.

Eric de Labarre
Secrétaire Général
de l'Enseignement Catholique